



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC

ZI DU CHANCET
63530 Volvic

Référence : 20251202-RAP-63-1027-SEV_rapport-complet
Code AIOT : 0005600467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC implanté ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES EAUX DE VOLVIC
- ZI DU CHANCET 63530 VOLVIC
- Code AIOT : 0005600467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Eaux de Volvic est une société du groupe Danone.

Le site est constitué de 2 usines d'embouteillage, la première conditionne de l'eau minérale naturelle depuis 1974 et la seconde produit des boissons rafraîchissantes à base d'arômes naturels de fruits ou de jus de fruits depuis 2002.

Thèmes de l'inspection :

- Modifications (porter à connaissance) ;
- Produits chimiques ;
- AN25 Sobriété hydrique.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

La chaufferie biomasse sera exploitée par ENGIE. Elle sera mise en service en 2027. SEV a passé un contrat pour la production de vapeur. Toutefois, c'est SEV qui bénéficiera de la déclaration. Si ENGIE peut gérer les bordereaux de suivi de déchets (BSD) directement, c'est SEV qui devra effectuer la déclaration GEREPE.

Le traitement des effluents aqueux par UTEC a été amélioré, en plus du stockage d'effluent en fonction de la charge (COTmètre) mis en place en 2017, les produits très chargés ainsi stockés sont réincorporés dans la station de traitement, cela permet notamment de continuer l'alimentation de la station pendant les périodes d'arrêt et de limiter les déchets.

La dernière **version du PURE (29/09/2025 amendée le 05/11/2025)** intègre les données des dernières années (pour les prélèvements, les rejets ainsi que les nouvelles actions de réduction).

Cette version du PURE est **validée** pour la partie usines et est actuellement la **version de référence**.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Restrictions d'utilisation	Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 8.2.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre l'actualisation du classement sous les rubriques 4xxx et 1532 (notamment le nombre de palettes avec l'intégration du stockage Migeon) ainsi que le plan ETARE actualisé.

Il doit également finaliser et transmettre le plan de remplacement des équipements utilisant des fluides frigorigènes.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : Vérification du classement repris dans le projet d'APC
Constats : La surface du groupe d'IPD de Chancet 2 (S12, S13, S14, PF1, PF2 et PF3) est de 25 880 m ² . L'usine de Chancet 2 n'est pas à prendre en compte car les stockages de préformes sont des en-cours de

production (moins de 48 h).
<p>Par ailleurs, une base de données des produits chimiques, avec les FDS et les quantités, a été constituée. Un recollement avec le classement ICPE reste à faire. Ce dernier permettra de vérifier le classement des rubriques 4xxx.</p> <p>Ce travail a d'ores et déjà permis d'identifier le dépassement du seuil de déclaration pour la rubrique 4130.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p><i>Préciser le volume maximum de palettes susceptible d'être présent sur l'ensemble du site (avec le stockage Migeon) et le stock de biomasse pour vérifier la capacité de la rubrique 1532.</i></p> <p><i>Transmettre l'actualisation des rubriques 4xxx (fin 2025 - début 2026).</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Substances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'établissement de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une base de données informatique des produits chimiques, avec les FDS et les quantités, a été constituée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur</p>

contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Les bidons et conteneurs observés portent l'étiquetage du fabricant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage sur les lieux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Substances
Prescription contrôlée : Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.
Constats : L'exploitant indique que lors de leur réception, les produits chimiques sont stockés dans les bâtiments dédiés, les en-cours sont limités et sur rétention, des bidons de 20 L peuvent être présents sur les lignes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • de ressources en eau propre à l'établissement, • de robinets d'incendie armés, • des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y-compris en période de gel. Ces ressources, comprennent un débit d'eau d'incendie disponible de 1840 m ³ /h pendant 2 heures consécutives. Ce débit doit être fourni par un réseau de Poteaux d'Incendie Normalisés conformes aux

dispositions de la norme NFS-61213 et répondant aux critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • diamètre nominal des Poteaux d'Incendie Normalisés 100 mm, • distance maximale entre un poteau et l'entrée de chaque hall 100 m, • distance maximale entre poteaux 150 m par les voies de circulation. <p>Les poteaux incendie situés au droit des façades des bâtiments d'embouteillage devront être éloignés d'au moins 4 m pour être utilisable en cas de sinistre sur ces bâtiments.</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>A priori, les poteaux incendie sont bien à plus de 4 mètres des bâtiments.</p> <p>Sur les ressources en eau incendie, Chancet 1 dispose de 10 PI internes (559 m³/h) et 3 PI communaux à proximité (180 m³/h) plus la cuve de sprinklage de 800 m³ et les RIA sur l'eau de ville.</p> <p>Chancet 2 dispose d'un PI sur l'eau de ville et la réserve de 800 m³ (qui alimente le sprinklage et 4 PI) et les RIA sur l'eau de ville.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 7.6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un Plan d'Intervention Incendie devra être établi et régulièrement tenu à jour, en liaison avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. Ce plan précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les réseaux d'eau et bouches d'incendie ; • les débits d'eau ; • les réserves d'émulseurs éventuelles ; • les moyens de secours internes ; • les moyens de protection individuels.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rencontré le SDIS dans le cadre de l'actualisation de son plan ETARE mi-octobre 2025.</p> <p>Ce plan actualisé doit être finalisé pour fin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le plan ETARE actualisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : La part d'eau minérale utilisée pour l'eau de process est limitée à 475 000 m ³ /an (utilisation pour le nettoyage ou rinçage des circuits et machines) et la part d'eau minérale utilisée pour l'eau de service est limitée à 150 000 m ³ /an (utilisation dans les tours aéroréfrigérantes et chaudières).
Constats : Les limites quantitatives fixées pour les eaux de process et les eaux de service sont respectées en 2024. En effet, la quantité d'eau de process utilisée en 2024 est d'environ 387 000 m ³ et celle d'eau de service est d'environ 88 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le volume annuel maximal d'effluents rejetés dans le réseau intercommunal des eaux usées est limité à 500 000 m ³ /an. Le volume annuel maximal d'effluents rejetés hors eaux pluviales dans le cours d'eau le Chancet est limité à 70 000 m ³ /an. Ces eaux proviennent du fonctionnement minimum requis des pompes de forages lors des arrêts de production sur des lignes d'embouteillage.
Constats : Les limites quantitatives fixées pour le rejet au réseau intercommunal (RIC) et au Chancet sont respectées en 2024. En effet, le rejet au RIC est d'environ 400 000 m ³ en 2024 et le rejet au Chancet est estimé à 30 000 m ³ . Avec la mise en place du projet OPTIMUM, les rejets au Chancet, hors eaux pluviales, sont beaucoup plus rares, mais restent possibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : État des stocks de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluides présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'inventaire a été remis le 21/02/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Restrictions d'utilisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2014, article 8.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : La recharge de gaz à effet de serre fluorés doit respecter le règlement F-gaz en vigueur. L'exploitant transmet sous 4 mois la liste des équipements de réfrigération, en précisant pour chacun le fluide, son pouvoir de réchauffement planétaire et la quantité de fluide. L'exploitant transmet sous 10 mois un plan de remplacement des équipements de refroidissement utilisant des fluides frigorigènes, découlant de l'application du règlement F-gaz.
Constats : L'exploitant indique qu'il poursuit ses travaux de remplacement des équipements utilisant des fluides frigorigènes, dans le cadre de l'application du règlement F-Gaz. Ce plan est élaboré en partenariat avec des professionnels du secteur, afin de construire un programme pertinent répondant aux enjeux climatiques, à l'optimisation de la performance énergétique, ainsi qu'à la rentabilité des solutions envisagées. Le planning initial n'est pas respecté, mais l'exploitant annonce que le plan de remplacement sera transmis au cours du premier trimestre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le plan de remplacement dans les 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables
Prescription contrôlée : Alerte du 06/09/2025 au 11/10/2025 (AP n°20251482 du 05/09/2025 et AP n°20251728 du 09/10/2025)
Constats : L'exploitant indique qu'il a transmis un flash à ses salariés lors du passage en alerte sécheresse. La réduction de prélèvement de -5 % prévu pour l'alerte est anticipée dans les plannings de production mensuels. Cela contribue au lissage du pic de consommation estivale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables
Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le site n'a pas été concerné par le franchissement du seuil d'alerte renforcé en 2025. Toutefois, l'exploitant a bien rempli la structure « Volumes d'eau » de son cadre GIDAF. Il a été convenu que compte tenu des limites globales (pour plusieurs forages), il est préférable d'avoir un point pour l'ensemble des 4 forages. Les coordonnées géographiques d'un des 4 forages sont utilisées pour l'ensemble (l'ensemble des coordonnées est repris en commentaire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2014, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer immédiatement à l'inspection des installations classées et au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, tel que : fuite de réservoir ou de canalisation d'effluents gazeux et liquides, rejet non contrôlé ou de tout autre paramètre des effluents rejetés, détérioration de filtres, dépassement du seuil de déclenchement, panne d'appareils de mesure de débits, d'activités, ou de paramètres physico-chimiques, etc. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la durée d'indisponibilité du matériel.
Constats : L'exploitant a signalé un incident au niveau de la cuve GPL de Chancet fruit le 20/07/2023. La fuite a été détectée lors du plein d'un chariot à 15h45. La station a été condamnée à 16h40. Appel n° d'urgence Primagaz à 16h45 (pas d'intervention immédiate). Une odeur de gaz a à nouveau été détectée à 22h30. Les pompiers ont été appelés, ils ont procédé à la fermeture des vannes de la cuve et la purge des tuyaux. La zone était sécurisée à 00h45 le 21/07/2023. Après analyse, il s'agissait d'un problème de fuite au niveau d'un joint de la pompe, car la pompe avait été mal reconditionnée. L'exploitant décide de ne plus utiliser de pompe reconditionnée (pompe neuve uniquement), l'affichage de la zone ATEX à proximité de la cuve GPL est actualisé pour préciser les actions à réaliser en cas de fuite sur la tuyauterie et/ou la pompe de la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite